

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-  
Atlantiques  
Cité Galliane  
9 avenue Antoine Dufau  
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 29/03/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SEOSSE - Saint-Lon-les-Mines**

route de Peyrehorade  
40300 Saint-Lon-Les-Mines  
40300 Saint-Lon-Les-Mines

Références : -

Code AIOT : 0005201847

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2026 dans l'établissement SEOSSE - Saint-Lon-les-Mines implanté route de Peyrehorade 40300 Saint-Lon-Les-Mines 40300 Saint-Lon-les-Mines. L'inspection a été annoncée le 28/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspections'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans les installations.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEOSSE - Saint-Lon-les-Mines
- route de Peyrehorade 40300 Saint-Lon-Les-Mines 40300 Saint-Lon-les-Mines
- Code AIOT : 0005201847
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est un atelier de réparation de véhicules poids lourd.

Le site appartient historiquement au groupe SEOSSE TRANSPORT, racheté il y a peu par le Groupe COQUELLE.

Le transfert d'exploitant n'a pas encore été réalisé.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AR - 3
- REACH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective	1 mois
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Demande d'action corrective	3 mois
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité ( FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit mettre en place une solution permettant de générer un état des stocks de ses produits chimiques et mettre en conformité ses rétentions.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Fiche de données de sécurité ( FDS)

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 31</u> : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.  <u>Article 35</u> : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente un classeur dans lequel sont disponibles les fiches de données de sécurité (FDS) du site. Ces dernières sont entreposées dans la zone de bureau, située derrière l'accueil et par laquelle les employés du site passent chaque jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :  a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises [...]
<b>Constats :</b>  Par échantillonnage, est contrôlée la FDS du produit chimique suivant : RUBIA OPTIMA 3500 FE 5W-30 (huile moteur diesel et gaz). Cette dernière a été mise à jour le 27 novembre 2025 et est en français.

<p>L'exploitant indique que les collaborateurs du site sont équipés d'équipements de protection individuel (EPI) leur permettant de manipuler le produit.</p> <p>Tous les produits chimiques qui ont été vus sont placés sur une rétention, à l'exception des cas mentionnés ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Fût de RUBIA OPTIMA 3500 FE 5W-30 non placé sur une rétention.</li> <li>- Cuves de RUBIA OPTIMA 3500 FE 5W-30 et HYDROFLO CT (voir point de contrôle n°3 ci-dessous).</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre une photographie du fût de RUBIA OPTIMA 3500 FE 5W-30 placé sur une zone rétention correctement dimensionnée.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que <u>tous</u> les produits chimiques doivent être placés sur une rétention, d'autant plus lorsque ces derniers ne sont pas utilisés quotidiennement</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

### N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li> </ul> <p><b>De plus, l'arrêté préfectoral du 19 février 2026 précise à ses articles :</b></p> <p><u>Annexe III - Titre I - article 1.11.4</u></p> <p>Tout déversement accidentel de substance liquide ainsi que l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, doit être recueilli. [...]</p>

### Annexe III - Titre I- article 1.12.6

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation; les fiches de données de sécurité prévues dans le Code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.

À l'intérieur de l'installation classée autorisée, les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Les réservoirs contenant des produits incompatibles susceptibles de provoquer des réactions violentes ou de donner naissance à des produits toxiques lorsqu'ils sont mis en contact, doivent être implantés, identifiés et exploités de manière telle qu'il ne soit aucunement possible de mélanger ces produits.

### Annexe III- Titre III. article 3.1

Les huiles et le liquide de refroidissement sont entreposés dans un local attenant à l'atelier. Le sol bétonné forme une rétention susceptible de contenir les effluents suite à un déversement accidentel.

De l'absorbant est stocké à proximité afin d'absorber tout produit qui se serait déversé accidentellement.

#### **Constats :**

Il est constaté la présence d'encombrants liquides et/ou solides dans certaines rétentions (exemple : celle associée au GRV d'AD BLUE).

Dans la zone de stockage de produits chimiques située à l'arrière de l'atelier :

- deux cuves historiques (ayant environ un trentaine d'années selon l'exploitant), accueillant de l'HYDRO FLO CT, ne disposent pas d'une rétention. L'exploitant ne sait pas dire si ces dernières sont équipées d'un double enveloppe ou non. Cela n'est pas satisfaisant.

Il est rappelé que l'article 24-B) de la section IV de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des ICPE soumises à autorisation prévoit que "[...] Les dispositions des points I [...] de l'article 25 [...] sont applicables aux installations autorisées après le 3 mars 1999". Le dossier de demande d'autorisation initiale du site a été déposé le 19 novembre 1999 et l'autorisation initiale a été délivrée le 6 octobre 2004. En conséquence, ces cuves doivent bien disposer d'une rétention adaptée.

- la présence d'une zone de stockage de quatre fûts de 208 litres placés sur une rétention de capacité d'environ 1 000 litres, ce qui est satisfaisant.

Dans la zone de stockage de produits chimiques situés dans l'atelier : la présence de produits chimiques stockés dans des GRV de 1 000 litres, placés sur des rétentions de volume inférieur à 1 000 litres. Cela n'est pas satisfaisant.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit :

- transmettre une photographie des rétentions susmentionnées dégagées des encombrants ;
- pour les deux cuves susmentionnées, indiquer si elles sont équipées ou non d'une double

enveloppe. Le cas échéant, mettre en place une rétention appropriée autour de ces cuves ou justifier de ne plus les utiliser pour stocker des produits chimiques ;

- pour les rétentions de la zone de stockage de produits chimiques situées dans l'atelier : modifier les rétentions de façon à ce que ces dernières soient conformes. C'est-à-dire que le volume de liquide qu'elles sont susceptibles d'accueillir est d'au moins 1 000 litres si un seul GRV est placé sur cette dernière ("100% de la capacité du plus grand réservoir"), d'au moins 1 000 litres également si deux GRV sont placés sur cette dernière ("100% de la capacité du plus grand réservoir ou 50% de la capacité totale des réservoir associés").

Pour agrandir le volume des rétentions existantes, l'exploitant est libre de faire appel à ses chaudronniers, pour autant qu'il puisse justifier à tout moment que les rétentions agrandies sont étanches et non susceptibles d'être endommagées par les produits qu'elles sont supposées pouvoir accueillir en cas de déversement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rétention

**Prescription contrôlée :**

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

**Constats :**

Il n'est pas constaté la présence de produits incompatibles associés à une rétention commune parmi les produits chimiques qui ont été contrôlés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etat des stocks

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant ne dispose pas d'état des stocks des produits chimiques présents sur le site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit mettre en place une solution permettant de générer rapidement un état des stocks des produits chimiques présents sur le site. Il transmet le dernier état des stocks réalisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois